

Baisse du tarif de rachat de l'énergie solaire : un coup insupportable pour les agriculteurs du Gers !



Baisse du tarif de rachat de l'énergie solaire : un coup insupportable pour les agriculteurs du Gers !

Communiqué des Jeunes Agriculteurs du Gers et FDSEA du Gers

Alors que le photovoltaïque en toiture connaît un développement exceptionnel, avec deux fois plus d'installations que prévu en 2024, le ministère de l'Industrie envisage une réduction drastique du tarif de rachat bonifié (tarif S21). Une décision incompréhensible qui met en péril de nombreux projets agricoles, notamment dans le Gers, où 50 % des ambitions seraient compromises.

Un revirement inacceptable de l'État

Pour les Jeunes Agriculteurs et la FDSEA du Gers, cette décision est irresponsable. La baisse prévue du tarif de rachat, de 105 €/MWh à 80 €/MWh, entraînerait un gel des projets de 100 à 500 kWc pendant 10 à 15 mois. Déjà fragilisés par une baisse de 30 % ces 18 derniers mois, ces projets deviendraient tout simplement non rentables.

Pire encore, cette mesure concernerait tous les dossiers déposés depuis le 1er février 2025, y compris ceux déjà engagés par les agriculteurs, menaçant ainsi leur financement. Une volte-face qui met directement en danger l'avenir de la production agricole locale !

Un impact économique et environnemental majeur

Dans le Gers, comme partout en France, 80 % des installations photovoltaïques sur toiture concernent des exploitations agricoles. Cette diversification est vitale dans un contexte de crise, permettant aux agriculteurs de préserver leur activité principale : assurer la souveraineté alimentaire.

Outre son importance économique, l'énergie solaire en milieu agricole contribue à la modernisation des exploitations, au bien-être animal, à la lutte contre le réchauffement climatique et au maintien de la valeur ajoutée sur le territoire. Ces projets s'inscrivent pleinement dans les objectifs de développement durable de l'ONU.

Une absurdité administrative en contradiction avec la transition énergétique

D'ici mi-2026, le gouvernement prévoit d'imposer des appels d'offres, restreignant le nombre de projets et alourdissant considérablement les démarches administratives pour les agriculteurs. Un non-sens total, alors que l'État prône la simplification et l'accélération de la transition énergétique !

Les agriculteurs du Gers appellent à la mobilisation

Les Jeunes Agriculteurs et la FDSEA du Gers demandent avec force la suspension immédiate de cette décision et l'ouverture d'un véritable dialogue avec les acteurs agricoles, jusqu'ici exclus des discussions.

Une réforme concertée et équilibrée est indispensable pour :

- Mieux maîtriser les coûts et ajuster les volumes aux objectifs du mix énergétique,
- Préserver les agriculteurs déjà engagés dans des projets photovoltaïques,
- Soutenir la filière et les PME locales qui en dépendent,
- Favoriser des dispositifs adaptés comme l'agrivoltaïsme et l'arrêté « petit sol ».

Les Jeunes Agriculteurs et la FDSEA du Gers invitent fortement les élus du département, à intervenir d'urgence pour éviter un coup fatal à l'agriculture gersoise et à la transition énergétique.